

Sahara : A la faveur d'une campagne internationale, le Polisario pose des conditions

A la faveur d'une campagne médiatique internationale, aux Etats-Unis, en Russie et au Parlement européen, le Polisario pose ses conditions à des négociations avec le Maroc

نشر في 13/06/2021 على 01h13



مدة القراءة: 2'

Le Polisario pose ses conditions pour un éventuel retour à la table des négociations avec le Maroc. Il exige «l'exercice du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination» à travers l'organisation d'un referendum et la «fin de la guerre» au Sahara, a annoncé son «ministre des Affaires étrangères», Mohamed Salem Ould Salek dans une interview accordée à la chaîne France 24.

«Je crois qu'il est temps pour la France, qui a un très grand rôle à jouer dans le dossier sahraoui, et pour l'Espagne, qui est toujours la puissance administrante du Sahara occidental aux yeux des Nations unies, de jouer le rôle qui leur revient en ramenant le Maroc à la table des négociations.»

Pour mémoire, en février dernier en réponse à une question d'un député de Ciudadanos, le gouvernement Sanchez **a affirmé** que «l'Espagne se considère détachée de toute responsabilité internationale en matière d'administration du Sahara Occidental depuis la lettre adressée le 26 février 1976 par le représentant permanent de l'Espagne auprès des Nations unies au secrétaire général de l'ONU». **La même réponse** avait été donnée en août 2020 à une question du sénateur Gorka Elajabbarieta de la formation indépendantiste basque EH Bildu. Une position que l'ancien ministre des Affaires étrangères, Josep Borrell, a déjà défendue en octobre 2018.

Une campagne médiatique internationale en faveur du Polisario

Exiger la condition du referendum d'autodétermination par Ould Salek intervient peu après que la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères ait **plaidé pour son organisation**. «Nous avons considéré la décision de l'administration américaine (la reconnaissance de la marocanité du Sahara) comme portant atteinte au cadre juridique international généralement reconnu pour le règlement du dossier du Sahara occidental, qui prévoit la détermination du statut final de ce territoire par le biais d'un référendum sous les auspices de l'ONU», a-t-elle indiqué.

Depuis que l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan avait, en janvier 2000, mis un terme au mandat de la Commission d'identification des électeurs éligibles à prendre part au scrutin référendaire, cette option de solution du conflit a disparu des résolutions du Conseil de sécurité. Et pour cause entre 1993 à décembre 1999, ladite Commission n'a identifié que 2.130 candidats habilités à voter sur une liste de 51.220 requérants au Sahara occidental.

Force est de constater qu'après le retour tranquille de Brahim Ghali à Alger, le différend régional bénéficie d'une attention médiatique particulière. Une campagne qui a commencé le mercredi 9 juin, lors du point de presse du **porte-parole du Département d'Etat** et le lendemain au briefing de son homologue russe. Le même jour le dossier, à la faveur d'une brèche ouverte par les eurodéputés les Verts, était cité dans la résolution du Parlement européen condamnant le Maroc pour l'instrumentalisation de la carte des mineurs dans sa crise avec l'Espagne. L'interview de Mohamed Salem Ould Salek à la chaîne France 24 s'inscrit dans ce cadre.

La question du Sahara devrait être abordée par le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, à l'occasion de sa brève réunion avec Joe Biden, en marge du sommet de l'OTAN du 14 juin à Bruxelles.